



LOI DE FINANCES 2016

EMPLOIS ET BUDGETS A LA BAISSE POUR LE MINISTÈRE DES FINANCES

Le rapport préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) a été transmis au Parlement le 30 juin 2015. Ce document précise les choix du gouvernement en matière de moyens alloués aux ministères. Pour le ministère des finances, il s'agit :

- d'une baisse de crédits de 550 millions en 2016 par rapport à 2015.
- de 2548 emplois qui seraient supprimés.

Pour justifier de ces baisses, le gouvernement précise que « Les moyens du ministère des finances et des comptes publics, revus fortement à la baisse par rapport à la loi de programmation des finances publiques (LFPF), tiendront compte notamment de la poursuite des réformes des grandes directions à réseau. La réduction substantielle des dépenses de fonctionnement, et la diminution des effectifs, accompagneront **la poursuite des efforts de dématérialisation et la rationalisation des implantations territoriales**, en préservant les projets informatiques structurants. »

Sur la dématérialisation, il est évident qu'elle entraîne le plus souvent une surcharge de travail pour les agents alors que la dématérialisation est vendue comme un outil d'allègement des tâches. Sans compter tous les problèmes rencontrés par les contribuables pour s'approprier les outils informatiques de notre administration.

En ce qui concerne la rationalisation des implantations territoriales, peu de mystère. On s'attend à la fermeture de nombreuses structures à travers notre territoire et à une baisse substantielle du volume de nos missions

Enfin, et cerise sur le gâteau, le DOFP stipule que « la réduction des enveloppes catégorielles des ministères se poursuivra en 2016, ce qui permettra de limiter la progression de la masse salariale. » Et là non plus, peu de mystère, après le gel du point d'indice on a droit au gel des carrières.

Pour la Fédération CFTC des Finances, nos ministères ne sont ni « au cœur de la République » ni prioritaires pour notre gouvernement. Entre suppressions d'emplois, baisse budgétaire et autres réformes territoriales conduisant à la destruction du maillage territorial, plus aucune direction n'est à l'abri d'une déstructuration de ses services ou même de sa direction.

La Fédération CFTC des Finances réclame des moyens globaux en rapport avec l'importance des missions exercées par nos ministères. De même, la Fédération CFTC des Finances attend des réponses claires sur l'avenir de la DGCCRF, l'impact de la réforme territoriale sur l'INSEE ou encore la mise en place du prélèvement à la source à la DGFiP.

Crédits des ministères hors contributions directes de l'Etat au CAS « Pensions », M€	LFI 2015	LPFP 2016	PLF 2016	Ecart LFI 2015	Ecart LPFP 2016
Affaires étrangères et développement international	4 560	4 588	4 663	103	75
Affaires sociales et santé	16 735	17 006	16 742	7	-264
Agriculture, agroalimentaire et forêt	4 085	3 953	3 959	-126	7
Culture et communication	3 229	3 137	3 153	-76	15
<i>Dont budget de la culture hors audiovisuel</i>	3 039	3 028	3 083	44	55
<i>Dont audiovisuel</i>	190	110	70	-120	-40
Décentralisation et fonction publique*	204	203	233	29	30
Défense (dont anciens combattants)**	31 936	32 338	32 904	968	566
<i>Dont mission défense</i>	29 003	29 521	30 121	1 118	600
<i>Dont Défense - hors mission défense</i>	2 933	2 817	2 783	-150	-34
Écologie, développement durable et énergie	12 887	12 893	12 780	-106	-113
Économie, industrie et numérique	1 611	1 578	1 537	-74	-42
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	69 122	69 503	69 640	518	137
Finances et comptes publics (hors p117)	13 519	13 330	12 969	-550	-361

TOTAL schéma d'emploi (hors opérateurs et budgets annexes)	8 293
Ministères prioritaires	12 232
Education nationale, enseignement supérieur et recherche	8 561
Défense	2 300
Justice	943
Intérieur	428
Services du Premier ministre	89
Autres ministères	-3 939
Affaires étrangères	-115
Affaires sociales et santé	-150
Agriculture, agroalimentaire et forêt	-20
Culture et communication	-30
Ecologie	-671
Logement	-261
Economie	-20
Finances	-2 548
Outre-mer	0
Ville, jeunesse et sports	-6
Travail, emploi et dialogue social	-192